

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 122/01

ÉFAI – 010312 – AMR 43/003/01

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

NICARAGUA Vilma Núñez de Escorcía (f), présidente de l'organisation de défense des droits humains *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (CENIDH, Centre nicaraguayen des droits humains)
les autres membres du CENIDH

Londres, le 18 mai 2001

Le gouvernement nicaraguayen a récemment intensifié la campagne de diffamation qu'il mène contre Vilma Núñez de Escorcía et l'organisation de défense des droits humains qu'elle dirige. Amnesty International craint que cette femme, ses collègues et les membres de leurs familles ne soient victimes d'attaques directes. De janvier à mars 2001, elle a en outre été menacée de mort à maintes reprises par téléphone.

Vilma Núñez de Escorcía est la présidente du *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (CENIDH, Centre nicaraguayen des droits humains). Depuis 1999, le gouvernement affirme que cette femme et son organisation entretiennent des liens avec le mouvement de guérilla *Frente Unido Andrés-Castro* (FUAC, Front uni Andrés-Castro). Or la radio et la presse écrite nicaraguayennes se sont fait l'écho de ces allégations en les présentant comme des faits. Le CENIDH a interpellé le gouvernement à maintes reprises en lui demandant de communiquer tous les éléments de preuve en sa possession au *Fiscal General* (procureur général), afin de pouvoir réfuter en justice ces accusations. Après que les autorités nicaraguayennes eurent finalement franchi ce pas, le *Fiscal General* a officiellement rejeté leurs allégations, en indiquant qu'elles étaient infondées, le 8 mai 2001. Reste que le gouvernement ne s'est pas rétracté pour autant, et qu'il poursuit sa campagne de diffamation contre le CENIDH.

Le harcèlement et les menaces auxquels Vilma Núñez de Escorcía est en butte ont également pris la forme de lettres et d'appels téléphoniques anonymes, ainsi que de rumeurs répétées indiquant qu'elle faisait l'objet de projets d'assassinat. Par le passé, des journaux et des stations de radio proches du gouvernement ont déclaré que « *l'élimination physique de Vilma Núñez de Escorcía pourrait être la solution au conflit que connaît le nord du pays* ».

En décembre 2000, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé aux autorités nicaraguayennes de garantir la sécurité de cette femme et des autres membres du CENIDH. Ils bénéficient aujourd'hui de la protection de la police, mais l'enquête menée par les forces de l'ordre sur cette campagne de menaces de mort est apparemment loin d'être satisfaisante.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis des années, le CENIDH contribue de manière essentielle à la protection et au respect des droits humains au Nicaragua, et ce dans des conditions parfois difficiles. Ses membres sont intervenus en tant que médiateurs pour négocier la libération de personnes retenues en otages par le FUAC, mais ils ont également mené des investigations sur les exécutions extrajudiciaires de certains dirigeants de ce mouvement de guérilla. Le CENIDH s'est également mobilisé en faveur de Dorothy Virginia Granada, une citoyenne des États-Unis que les autorités accusaient d'avoir partie liée avec le FUAC et d'avoir procédé à des avortements – une pratique illégale au Nicaragua. Le ministère de l'Intérieur a tenté d'expulser cette femme, mais a finalement dû y renoncer après que le CENIDH eut porté l'affaire devant les tribunaux (voir l'AU 380/00, AMR 43/003/00 du 15 décembre 2000, et ses mises à jour, AMR 43/001/01 du 1^{er} février 2001 et AMR 43/002/01 du 20 février 2001).

Le CENIDH a récemment recueilli des informations indiquant que le ministère de l'Intérieur s'efforçait de discréditer un certain nombre d'autres organisations non gouvernementales (ONG) ou qu'il menaçait de les interdire.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax / courrier électronique (en espagnol, en français ou dans votre propre langue) :

– dites-vous vivement préoccupé par la poursuite de la campagne publique de diffamation menée par le gouvernement contre Vilma Núñez de Escorcía et le *Centro Nicaragüense de Derechos Humanos* (CENIDH, Centre nicaraguayen des droits humains) ;

– déclarez-vous inquiet à l'idée que cette femme et l'organisation qu'elle préside sont également en butte à une campagne de menaces de mort anonymes ;

– rappelez aux autorités qu'il leur incombe de garantir la sécurité de Vilma Núñez de Escorcía, des autres membres du CENIDH et des familles de ces personnes ;

– demandez quels ont été les progrès accomplis dans le cadre de l'enquête menée sur les menaces de mort dont Vilma Núñez de Escorcía et le CENIDH ont été les cibles ;

– rappelez au gouvernement qu'il est tenu de soutenir l'action des défenseurs des droits humains en faveur de la protection et de la promotion des droits fondamentaux, conformément aux dispositions de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, adoptée par les Nations unies le 9 décembre 1998 ;

– appelez les autorités à apporter publiquement et clairement leur soutien aux défenseurs des droits humains et à leurs activités légitimes.

APPELS À :

Président de la République :

S.E. Arnoldo Alemán
Presidente de la República de Nicaragua
Casa de la Presidencia
Avenida Bolívar y Dupla Sur
Managua, Nicaragua
Fax : + 505 2 287 911

Courriers électroniques : presidente@presidencia.gob.ni

Formule d'appel : *Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Ingeniero José Bosco Marengo Cardenal
Ministerio de Gobernación
Del Redentor 1c y ½ abajo
Apartado 68
Managua, Nicaragua
Fax : + 505 2 227 778

Courriers électroniques : dmingob@alphanumeric.com.ni

Formule d'appel : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

Procureur des droits humains :

Dr. Benjamín Pérez Fonseca
Procurador de los Derechos Humanos
Procuraduría de los Derechos Humanos
Estatua de Montoya, 2 cuadras arriba, a mano derecha
Managua, Nicaragua

Fax : + 505 2 664 141 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Me puede dar tono de fax, por favor.* »)

Formule d'appel : *Sr. Procurador*, / Monsieur le Procureur,

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Centro Nicaragüense de Derechos Humanos (CENIDH)
De la Texaco Montoya 1 ½ c. al Sur
Managua, Nicaragua

Courriers électroniques : cenidh@nicarao.apc.org

Journal :

El Nuevo Diario
Kilómetro 4, Carretera Norte
Apartado 4591
Managua, Nicaragua
Fax : + 505 240 7000

Courriers électroniques : ndiario@elnuevodiario.com.ni

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Nicaragua dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 29 JUIN 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI - Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org